

International

TUNISIE: UNE ÉLECTION SANS VAINQUEUR. ANALYSE DES ÉLECTIONS MUNICIPALES DU 6 MAI 2018

Louis-Simon Boileau, Mahdi Elleuch

24/05/2018

Suite aux premières élections municipales démocratiques tenues en Tunisie, Louis-Simon Boileau, doctorant au Ceri, et Mahdi Elleuch, analyste parlementaire au sein de l'ONG tunisienne Al Bawsala, décryptent les résultats et notamment l'évolution du rapport de force entre les deux principales formations politiques tunisiennes – Ennahdha et Nidaa Tounes, alliées au Parlement et au gouvernement –, la nature politique des « indépendants », mais aussi la situation de(s) opposition(s).

L'élection en quatre chiffres:

- 64,4% : c'est le taux d'abstention enregistré lors du scrutin municipal du 6 mai ;
- 32% : c'est le score cumulé des listes « indépendantes », surprise principale de ces élections ;
- 1 334 700 : c'est le nombre de suffrages cumulés perdus entre 2014 et 2018 par les deux principaux partis de la coalition gouvernementale, Nidaa Tounes et Ennahdha ;
- 4,2% : c'est le score du Courant démocrate, parti politique arrivé en troisième position en nombre de voix lors de ces élections.

Les principaux enseignements:

- Une forte expression de la désaffection populaire pour le système politique ;
- L'essor des listes « indépendantes » dans toutes les régions ;
- Une érosion importante des deux partis Nidaa Tounes et Ennahdha formant la coalition gouvernementale, malgré une victoire relative de la force islamiste ;
- L'absence d'émergence d'un troisième bloc partisan sur la scène politique ;
- Une rivalité pour le leadership de l'opposition entre le Front populaire et le Courant démocrate.

Les élections municipales du 6 mai 2018 constituent le quatrième rendez-vous électoral depuis 2014, après les élections de l'Assemblée nationale constituante en octobre 2011, les élections législatives d'octobre 2014 et l'élection présidentielle de décembre de la même année. Elles sont aussi les premières élections locales démocratiques de l'histoire tunisienne et se sont déroulées dans les 350 communes des 24 gouvernorats. Elles sont aussi les dernières échéances avant le renouvellement du Parlement et de l'exécutif qui interviendra à l'automne 2019.

Si les principaux enjeux du scrutin étaient aisément identifiables, les enseignements sont plus complexes à expliciter. Quelles conclusions tirer d'un scrutin où deux tiers des électeurs inscrits n'ont pas participé? Qui sont les gagnants et les perdants de ces élections? Qu'est-ce qui a changé par rapport aux élections législatives de 2014? La principale conclusion qui peut être posée est qu'il n'y a pas de vainqueur indiscutable mais beaucoup de perdants, à commencer par la démocratie elle-même.

La première difficulté rencontrée a été d'ordre méthodologique. La publication rapide de résultats par un institut de sondage quelques heures après la fermeture des bureaux de vote a permis d'établir de premières analyses. Le dévoilement au compte-gouttes par les médias locaux de résultats ont permis ensuite de pallier l'annonce tardive de score « partiels » par l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE). Grâce à l'initiative de « crowdsourcing » des résultats par les associations OpenGovTn, les Cahiers Libres et l'agence Targat, des chiffres consolidés ont été publiés trois jours après la fin du scrutin.

Un grand absent: le soutien populaire

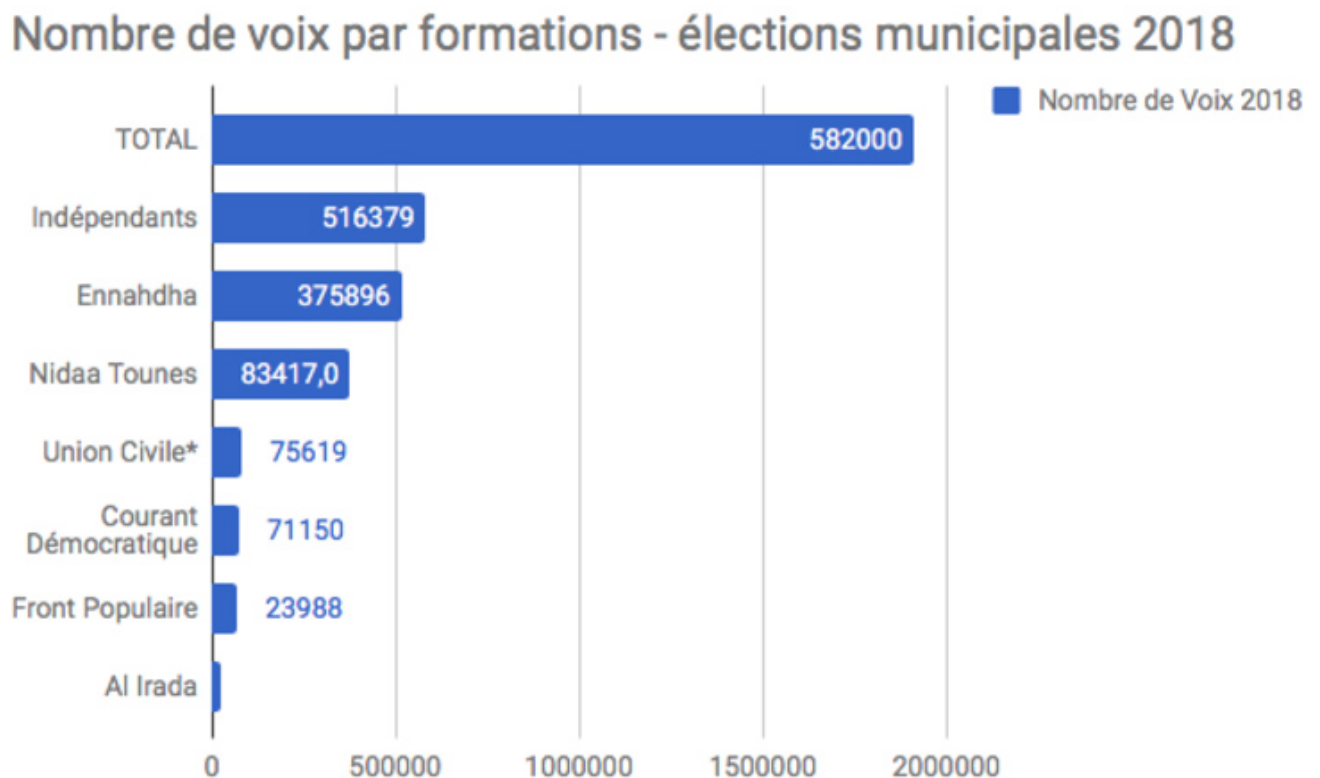
Souligné par l'ensemble des observateurs, le faible taux de participation constitue le premier enseignement de ce scrutin. Avec 35,6% de participation, ce sont 1 909 740 Tunisiens qui se sont déplacés aux urnes. 1 802 695 bulletins ont formé le corps des suffrages exprimés (33,7%), soit une diminution par deux du nombre de votants par rapport aux dernières législatives de 2014 (3 579 257 votants). Rapportés aux quelque 8 millions de Tunisiens en âge de voter incluant les non-inscrits, le taux tombe à 23%.

La palme de l'abstention revient à la commune de Tadhamon (18,5%), dans l'agglomération du Grand Tunis, l'un des plus grands et des plus denses quartiers populaires du pays. À Tunis, la participation atteint péniblement le quart des inscrits (26%). La plus forte participation est enregistrée dans le gouvernorat de Monastir (46%).

En comparaison des précédentes élections législatives de 2014, le décrochage de la participation

est très net dans des communes comme La Marsa, Tunis ou Kairouan, où le nombre de votants a été divisé par 2,5. La norme participationniste résiste à l'inverse dans des communes comme Siliana, Ben Gardane, Manouba ou Ben Arous où ce nombre n'a été divisé que par 1,5.

Figure 1. La différence de participation entre 2014 et 2018 dans 45 communes



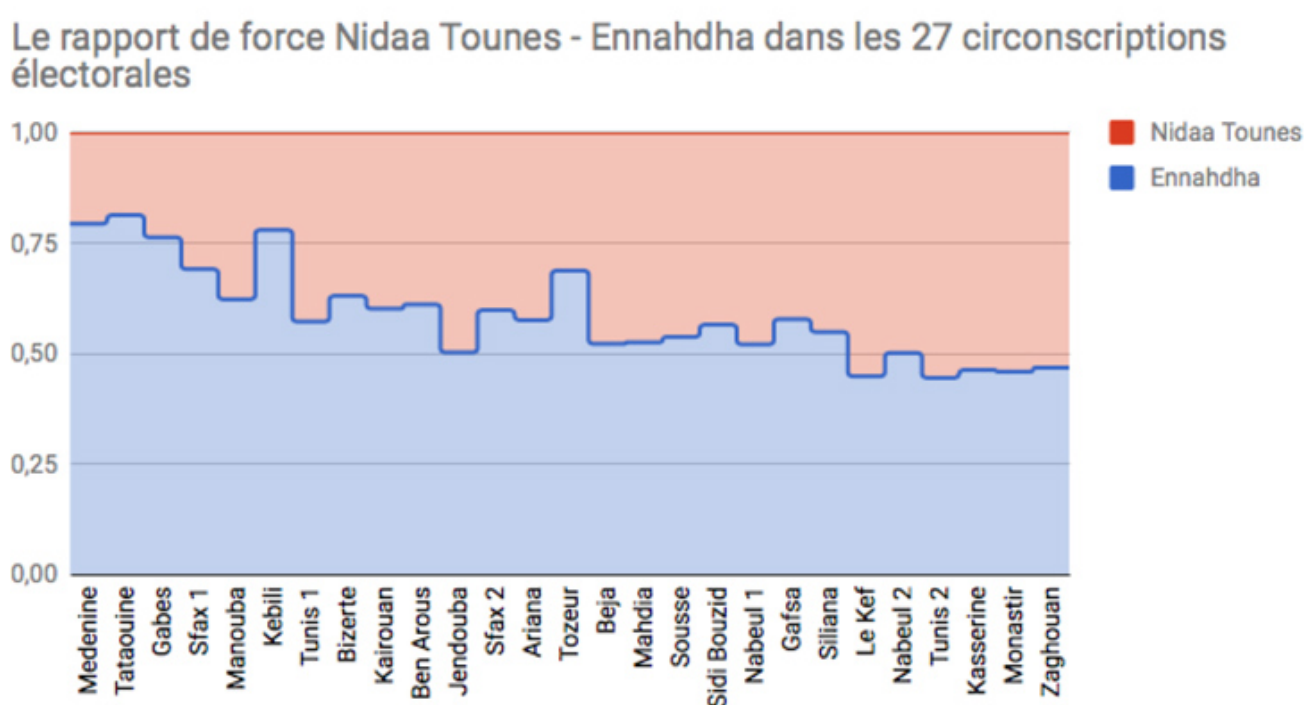
Quatre hypothèses peuvent être avancées pour expliquer cette forte chute de la participation. La première est de façon évidente le climat général de défiance à l'égard de la classe politique. La lassitude des Tunisiens vis-à-vis du débat national et du personnel politique, les difficultés économiques et sociales ainsi que le raidissement des positions entre « pro » et « anti » révolution ont fortement contribué à les détourner des urnes.

La seconde explication se trouve probablement du côté d'une offre politique confuse. 2074 listes ont concouru dans les 350 communes du pays, soit six listes en moyenne par commune. Que ce soit du côté des 23 formations partisans concurrentes en lice ou du côté de la multiplicité des listes « indépendantes », l'identification des électeurs à une offre politique claire n'est pas un exercice aisé.

La troisième raison tient de toute évidence à l'incompréhension quant aux compétences politiques futures des communes. Celles-ci ayant été votées très tardivement, à dix jours du scrutin, un

travail de communication à destination du grand public sur les rôles du maire et des conseils municipaux n'a pu être réalisé. Cette définition *in extremis* des règles du jeu a une incidence directe sur la quatrième clé d'analyse: la campagne des municipales n'a jamais réellement débuté et a été très faiblement mise en lumière; les programmes politiques n'ont dans l'ensemble pas développé de propositions de politiques publiques locales.

Figure 2. Les forces en présence au lendemain des élections municipales



Le duel au sommet: une victoire d'Ennahdha et une défaite de Nidaa ?

Le duel des deux partenaires-rivaux de la coalition gouvernementale – surnommée « NiNa » – constituait le principal enjeu politique des municipales. Qui de Nidaa ou de Ennahdha allait emporter le soutien des Tunisiens et ainsi se positionner dans une dynamique de conquête pour les élections de 2019 ?

À première vue, il apparaît de façon évidente que la formation islamiste Ennahdha a gagné son bras de fer contre le parti présidentiel Nidaa Tounes. En remportant 29% des suffrages, elle a su maintenir une base électorale plus large grâce à une machine politique mieux organisée et une offre politique plus aisément identifiable. Ennahdha arrive en tête dans 44% des 350 communes et

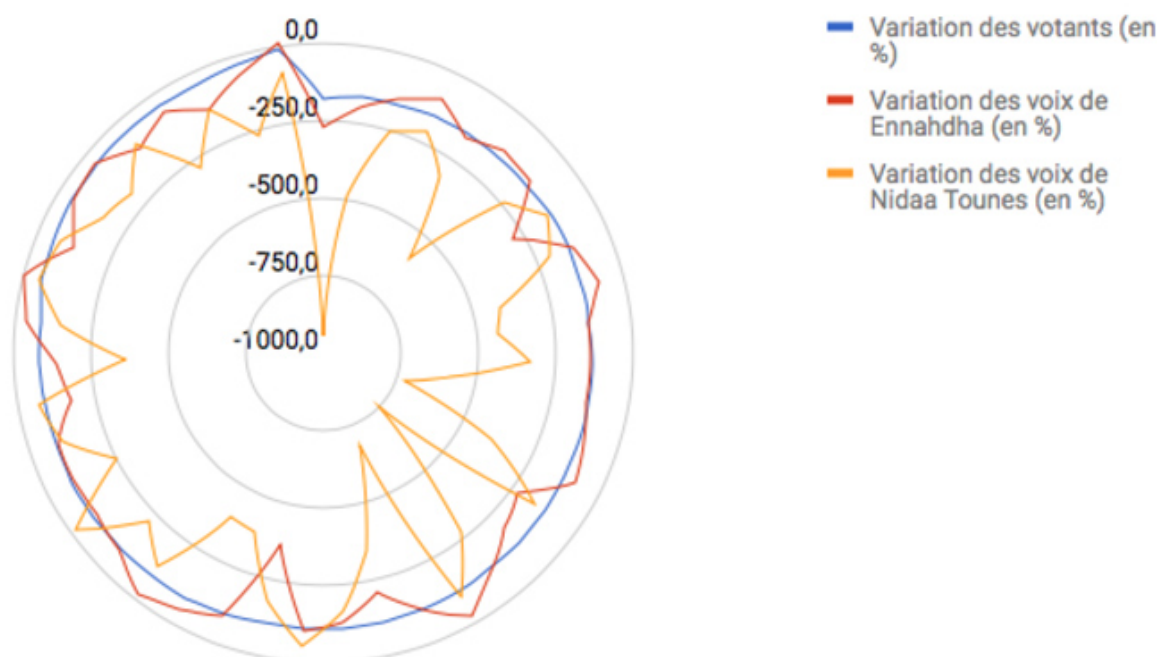
conquiert 2135 sièges de conseillers municipaux. Quelques prises de guerre emblématiques sont à noter, et en premier lieu la victoire de la candidate nahdhaoui Souad Abderrahim à Tunis, première femme en passe d'être élue maire (en l'absence de majorité, il faudra attendre pour cela l'issue des tractations entamées). Le parti arrive aussi en tête, sans majorité absolue, à Sfax, deuxième ville du pays, mais aussi Bizerte, Gafsa, Gabès ou encore Kairouan. Cependant, Ennahdha ne connaît pas un triomphe total et sort affaiblie de ces élections. Avec 516 379 voix, la formation islamiste perd près de la moitié de son électorat de 2014 (moins 430 655 voix).

Pour Nidaa Tounes, la chute est encore plus douloureuse. Avec 375 896 voix, soit 21% des suffrages, le parti du président réalise une perte nette de 904 045 électeurs en quatre ans. Il perd du terrain dans nombre de ses bastions historiques comme Bizerte, Hammamet ou l'Ariana, et réussit à maintenir de justesse sa première place sans majorité absolue dans des villes comme Sousse, Le Kef ou Nabeul.

Ainsi, dans les 27 circonscriptions électorales que compte le pays, Nidaa Tounes ne devance plus Ennahdha que dans cinq d'entre elles: Zaghouan, Monastir, Kasserine, Tunis 2 (hors Tunis) et au Kef (figure 3).

Figure 3. Rapport de force « NiNa » dans les 27 circonscriptions suite aux élections municipales

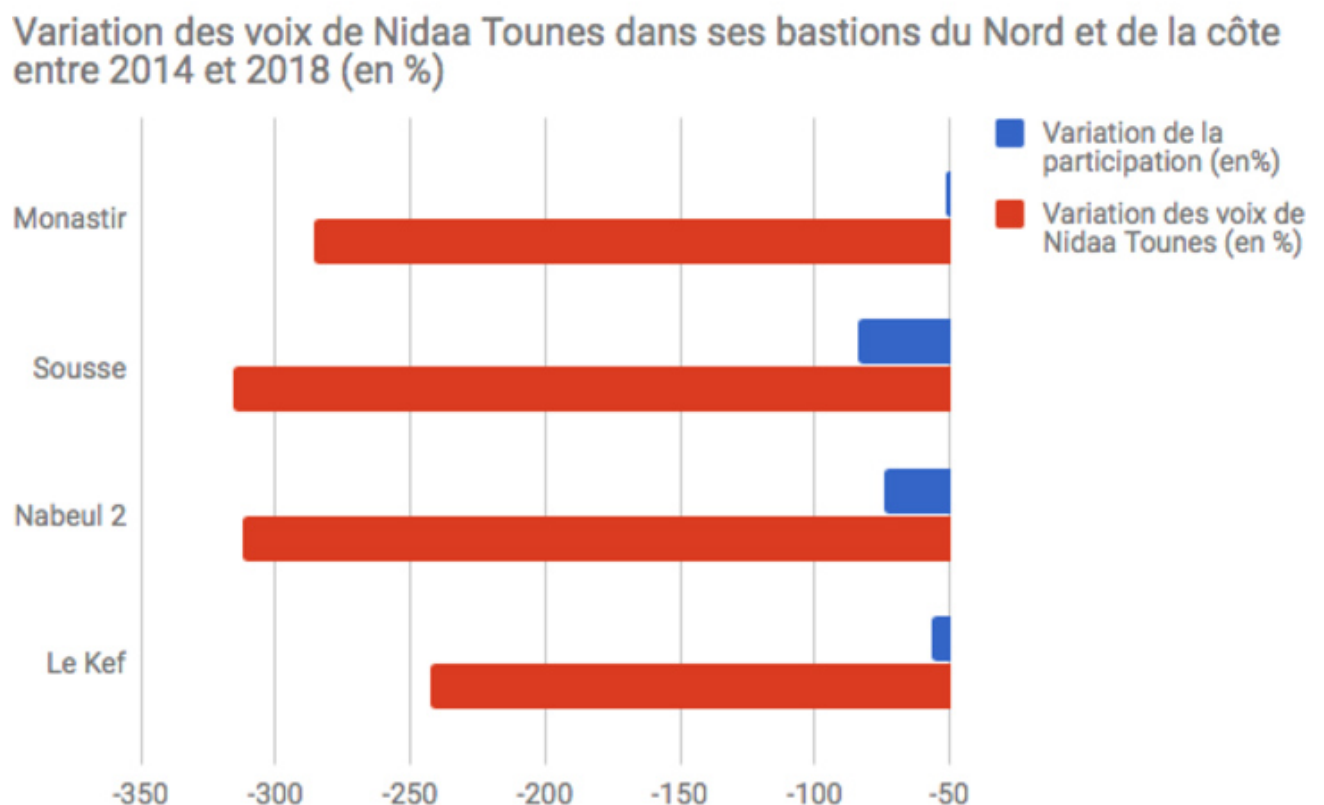
Variation comparée du nombre de votants, des voix de Nidaa Tounes et d'Ennahdha dans 44 communes entre 2014 et 2018



Dans les 44 communes les plus importantes qui composent près de 35% du nombre de votants, si la chute des voix d'Ennahdha (courbe en jaune) entre 2014 et 2018 suit celle de la participation (courbe en bleu), Nidaa Tounes (courbe en rouge) connaît une baisse plus que proportionnelle (figure 4). Un « vote sanction » net du parti présidentiel s'est donc opéré au cours de ces élections.

Cette « abstention différentielle » a par ailleurs largement bénéficié à Ennahdha. Comme l'indique l'étude du cabinet Quantylix, plus l'abstention est forte dans une municipalité, plus Ennahdha a remporté de sièges.

Figure 4. Une résistance différenciée de Nidaa Tounes et Ennahdha à la chute de la participation



Selon un sondage à la sortie des urnes de l'institut Sigma, 42% des électeurs de Nidaa Tounes en 2014 qui se sont déplacés en 2018 ont voté pour la même formation, 35% se sont reportés sur des listes « indépendantes » et 8% ont basculé vers Ennahdha. A contrario, Ennahdha a réussi à maintenir une forte discipline partisane: 70% des votants pour Ennahdha en 2014 mobilisés en 2018 ont fait à nouveau le choix de la formation islamiste, 17% se sont reportés sur des listes « indépendantes » et 4% vers Nidaa Tounes.

Les deux principaux partis de la scène politique tunisienne affichent par ailleurs des reculs encore

plus prononcés dans leurs zones de forces traditionnelles: le nord et le littoral pour Nidaa, le sud pour Ennahdha. Dans la région de Sousse, sur la côte, le nombre des votants pour Nidaa Tounes a été divisé par quatre alors que la participation ne baisse que de 75% (*figure 5*). Dans le gouvernorat de Tataouine à l'extrême sud, Ennahdha enregistre une baisse de 170% de ses voix par rapport à 2014, alors que la participation a diminué de moitié (*figure 6*).

Figure 5. L'érosion des « bastions » électoraux de Nidaa Tounes lors des élections de 2018

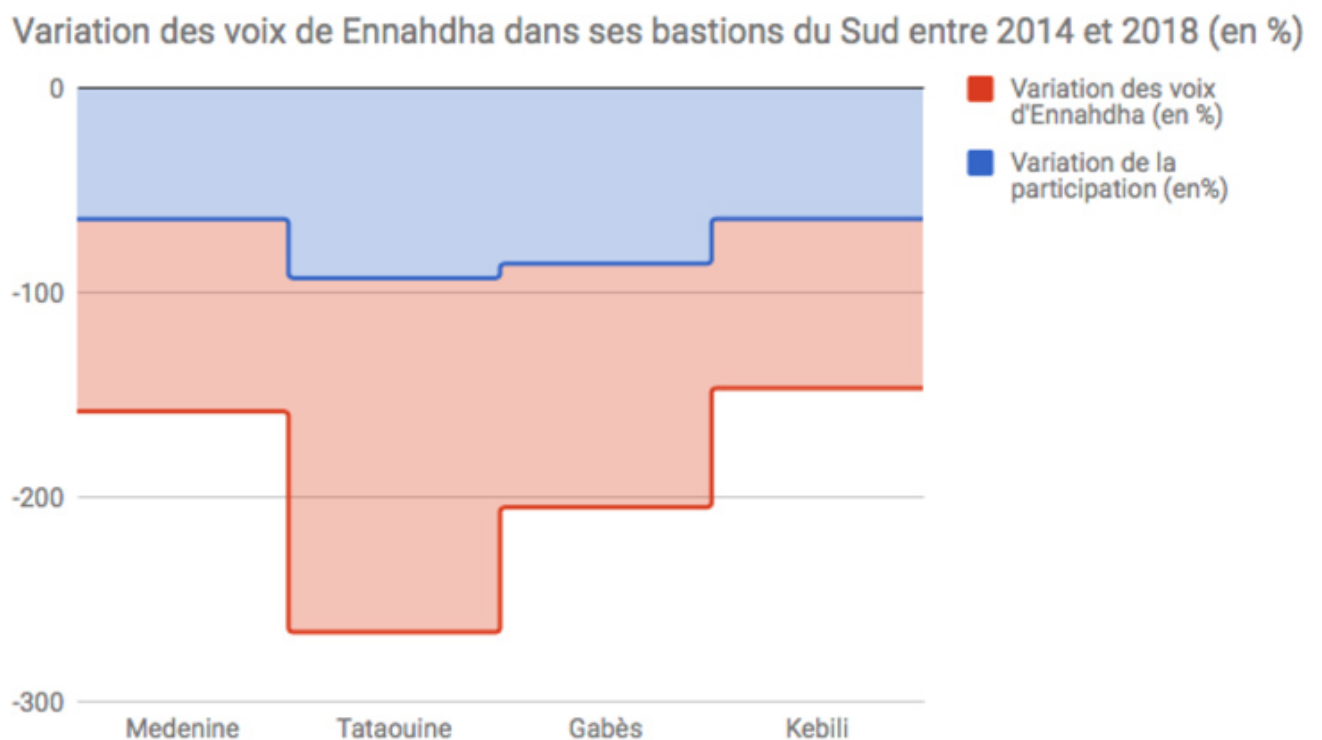
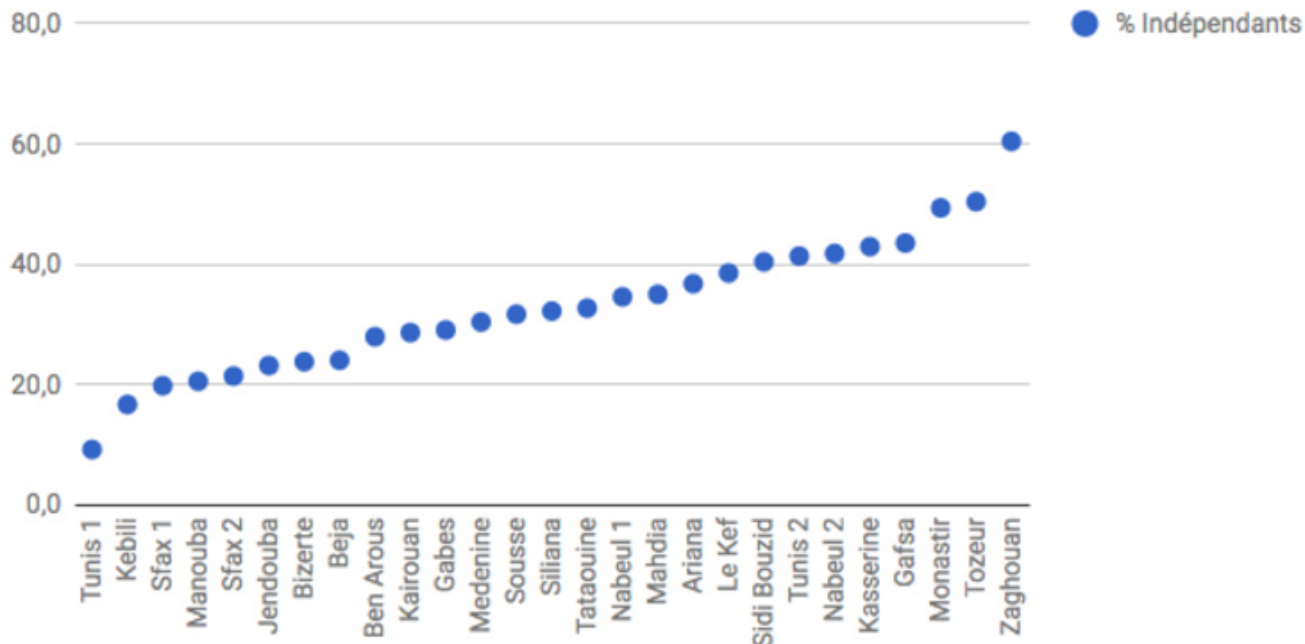


Figure 6. L'érosion des « bastions » électoraux de Ennahdha lors des élections de 2018

Résultat cumulé des listes indépendantes aux municipales de 2018 par circonscription (en%)



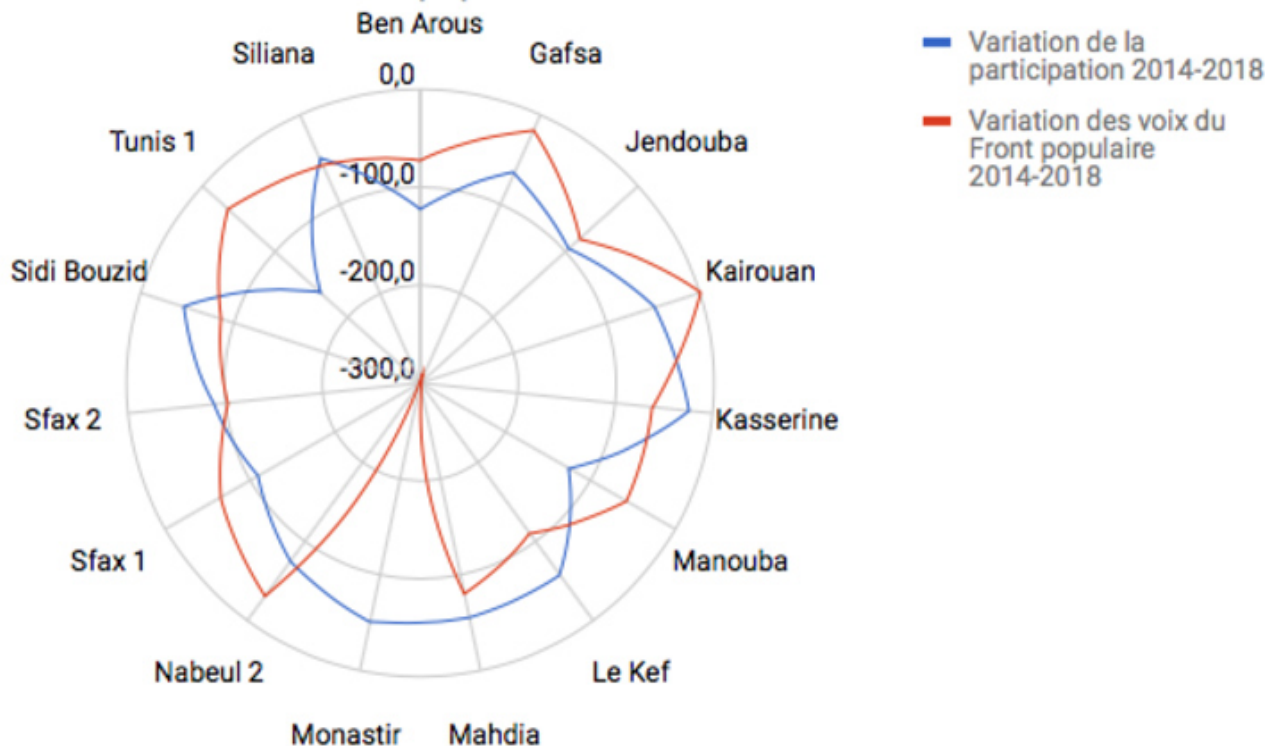
Pour compléter l'analyse comparée, il est important de noter quelques similitudes socio-démographiques entre les deux électors. Ce sont des électors plutôt âgés: selon le sondage précité de l'institut Sigma, 28% des plus de 60 ans ont voté pour Nidaa Tounes (contre 19% des 18-29 ans) et 34% des 45-59 ans ont voté pour Ennahdha (contre 22% des 18-29 ans). Les deux partis captent les suffrages des électeurs les moins diplômés. Un tiers des électeurs sans scolarisation ont voté pour la formation islamiste et un quart pour Nidaa Tounes. 35% des électeurs ayant reçu une éducation jusqu'au niveau primaire ont voté pour Ennahdha et 23% pour Nidaa. Pour les électeurs ayant un niveau universitaire, un quart ont voté pour les islamistes et seulement 18% pour la formation présidentielle.

Le grand gagnant: qui sont les « indépendants » ?

Avec 33% des suffrages (581 891 voix), les 890 listes étiquetées « indépendantes » ont récolté plus de suffrages que Ennahdha, bousculant le duopole gouvernemental. Si ces listes n'arrivent pas à percer dans les principales agglomérations telles que Tunis ou Sfax (*figure 7*), elles occupent les premières positions dans des villes importantes comme l'Ariana et La Marsa dans le Grand Tunis, mais aussi dans la ville de Monastir ou encore les villes de Tajerouine (gouvernorat du Kef), Chebba et Mahdia dans le gouvernorat du même nom. Elles se placent régulièrement en seconde position dans plusieurs communes moyennes, sans distinction géographique, comme Le Kef, Tataouine, Ben Gardane, Hammamet, Mannouba, Metlaoui ou encore Zaghouan et El Fahs.

Figure 7. Le vote pour les listes indépendantes dans les 27 circonscriptions électorales

Variation des voix du Front populaire dans ses "bastions" entre 2014 et 2018



Concernant le profil sociologique du vote « indépendant », le sondage de l'Institut Sigma révèle à nouveau qu'il s'agit d'électeurs jeunes (39% des moins de 30 ans ont voté Indépendants contre 27% des plus de 60 ans) et diplômés (35% des diplômés de niveau universitaire se sont reportés sur ces listes contre 28% des électeurs non-scolarisés).

Ces percées, amplement commentées ces derniers jours dans les médias, trouvent leurs explications dans un désaveu pour la politique « politicienne » et le jeu des partis traditionnels, mais aussi dans la capacité de certaines listes à être incarnées par des figures locales appréciées et populaires. C'est notamment le cas à l'Ariana où Fadhel Moussa, ancien doyen de la faculté de droit et ancien militant du parti social-démocrate Al-Massar, a réussi à rassembler 35,7% des voix. À La Marsa, le médecin Slim Meherzi a quant à lui obtenu 35%, dans une ville où **Nidaa Tounes réalisait 62,5% des suffrages en 2014.**

Cependant, il convient d'apporter quelques nuances à ce « triomphe » des « indépendants ».

La première est que ces listes ne recueillent en moyenne que 654 voix par liste contre 1460 voix

pour Ennahdha et 1053 voix pour Nidaa. Ces listes sont aujourd'hui en tête dans 96 communes, soit 27% du total.

La seconde nuance est qu'il est impossible de les considérer comme un bloc homogène. Présenter les « indépendants » comme la première force politique n'a pas beaucoup de sens au regard de la pluralité des positionnements et des sensibilités qui composent ces listes. Les stratégies locales d'alliance pour la formation de majorités municipales révéleront **les colorations au cas par cas**.

De plus, certaines listes ne seraient pas si « indépendantes » et pourraient en réalité relever de calculs stratégiques de certaines formations pour capter des voix. Ainsi, la coalition « Union civile » regroupant une myriade de formations dites « centristes » avait fait le choix de présenter 48 listes sous l'étiquette de la coalition, 144 sous les emblèmes des différents partis la composant et 190 sous la bannière « indépendants ».

En outre, il est à cette heure délicat de connaître le nombre de listes « indépendantes » qui ont porté un agenda politique islamiste pouvant concurrencer le monopole de Ennahdha, ou au contraire l'appuyer dans les conseils municipaux. Pour être levée, cette interrogation devrait faire l'objet d'une enquête minutieuse. Faire la distinction entre les « indépendants convaincus » et les « indépendants de circonstances » nécessitera donc **une analyse qualitative approfondie a posteriori**.

Victoires et déboires des oppositions: quelle est la troisième force partisane ?

Face au tandem « NiNa », les forces d'opposition ont toujours du mal à émerger. Aucune ne dépasse le seuil des 5%.

La déception des formations « centristes »

Alliés de circonstances pour ces élections au sein de la coalition « Union civile », les deux formations parlementaires Afek Tounes et Machrou Tounes – anciennement liées par le document de Carthage à la majorité présidentielle – ainsi que le parti Al Moubadara (l'Initiative) ont connu un lourd échec.

Avec 83 417 voix cumulées en fonction des différentes configurations (liste d'union civile ou liste partisane unique), la constellation des forces « centristes » réalise 4,6%. En présentant 192 listes, elles récoltent 538 voix en moyenne et 360 élus municipaux et arrivent en tête dans quatre

communes.

En 2014, la formation libérale Afek Tounes avait récolté 102 916 voix, se positionnant comme le cinquième parti représenté au Parlement. Elle perd 83 800 voix.

L'échec est tout aussi dur pour la formation Machrou Tounes, scission du parti présidentiel Nidaa Tounes, qui se revendiquait depuis comme la troisième force politique représentée au Parlement au sein du Bloc Al Horra avec 26 députés. En remportant 124 sièges en son nom à l'issue de ces élections, elle compte désormais un député pour six conseillers municipaux, là où Ennahdha dénombre un parlementaire pour 32 élus locaux, et Nidaa Tounes un ratio de un pour 28.

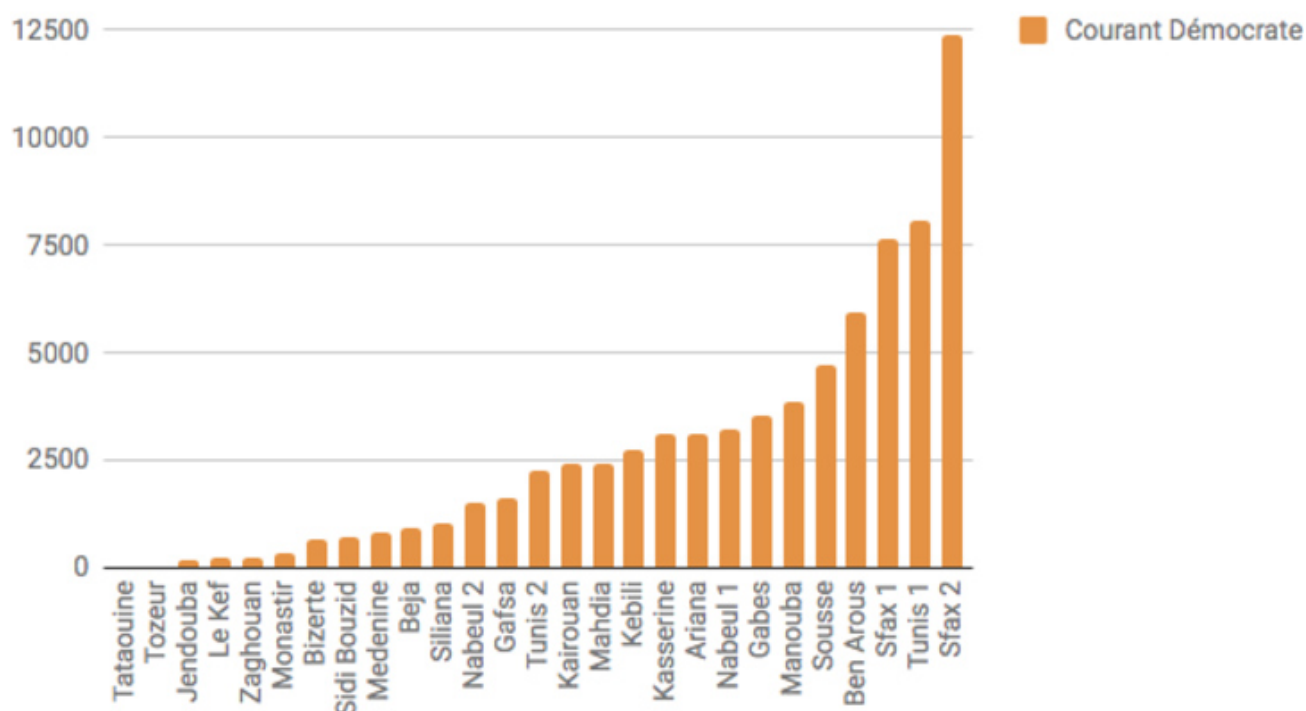
L'essoufflement du Front populaire et la dynamique du Courant démocrate: le duel pour le leadership de l'opposition contestataire

La coalition du Front populaire d'Hamma Hammami n'a pas réussi à imposer sa position lors de ces élections malgré une stature de première force de gauche au Parlement. Avec 3,9% (711 550 voix), elle perd 75% de son socle électoral de 2014. Il obtient une moyenne de 538 voix par liste. Grâce à une meilleure implantation historique, le Front populaire arrive en première position dans 5 communes et obtient 259 conseillers municipaux.

Le Front populaire a mieux résisté dans ses bastions (*figure 8*) en affichant une perte de voix entre 2014 et 2018 (courbe rouge) moins forte proportionnellement que la chute de la participation (courbe bleue).

Figure 8. Les bastions du Front Populaire

Voix du Courant démocrate par circonscription aux municipales de 2018

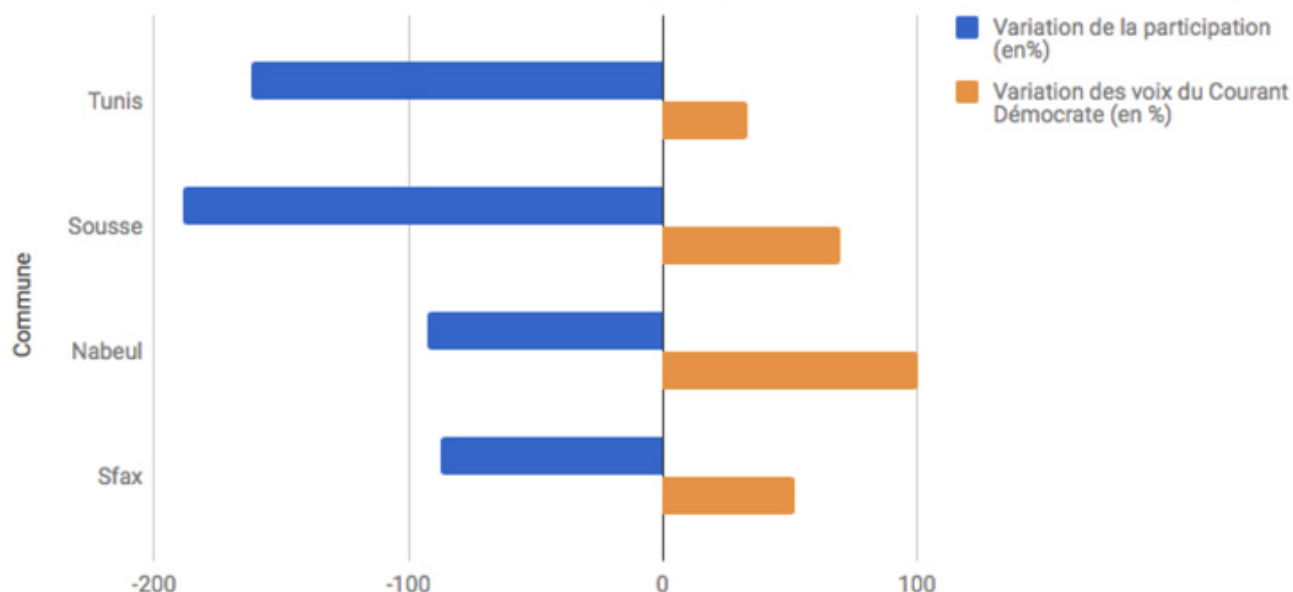


Et si le vrai gagnant de ces élections avait fait 4,2% des voix? Avec 75 619 suffrages, le Courant démocrate est la seule force déjà présente aux élections de 2014 qui réussit une performance en améliorant son résultat de 13% pour gagner 9 827 voix. Le « parti de la bicyclette » réalise une moyenne de 1096 voix par liste, ratio supérieur à celui de Nidaa Tounes. Alors que le parti compte seulement trois parlementaires, il peut désormais s'appuyer sur 206 élus municipaux.

En ne présentant que 69 listes, le Courant démocrate a fait le choix de se concentrer sur certaines communes, expliquant la grande disparité des résultats entre gouvernorats (*figure 9*).

Figure 9. La géographie électorale du vote pour le Courant démocrate

Variation des voix du Courant démocrate dans quelques villes côtières entre 2014 et 2018 (en %)



Si le Front populaire arrive en troisième position en nombre de conseillers municipaux (259) et de municipalités remportées (5), il est remarquablement devancé par le Courant démocrate en nombre de voix. Bien que les listes oranges du Courant ne soient présentes que dans moins d'une commune sur cinq, le Courant démocrate doit son score notamment à sa percée dans les grandes communes.

En effet, il arrive en troisième position à Tunis (12,55%) et Kairouan (8,22%) et même en seconde position à Sfax (16,5%) et à Gabès (17,4%), révélant des dynamiques électorales urbaines importantes (*figure 10*). Cet avantage comparatif creusé dans les grandes villes a permis au Courant démocrate de devancer le Front populaire. Dans les 38 duels qui les ont opposés, le Courant en a remporté 26 et a obtenu deux fois plus de voix que son adversaire. Pour autant, les deux formations ne se neutralisent pas et on peut observer des dynamiques électorales similaires (*figure 11*).

Figure 10. Les dynamiques du Courant démocrate entre 2014 et 2018 dans 4 agglomérations

Voix des partis Front populaire et Courant démocrate dans les 38 duels municipaux

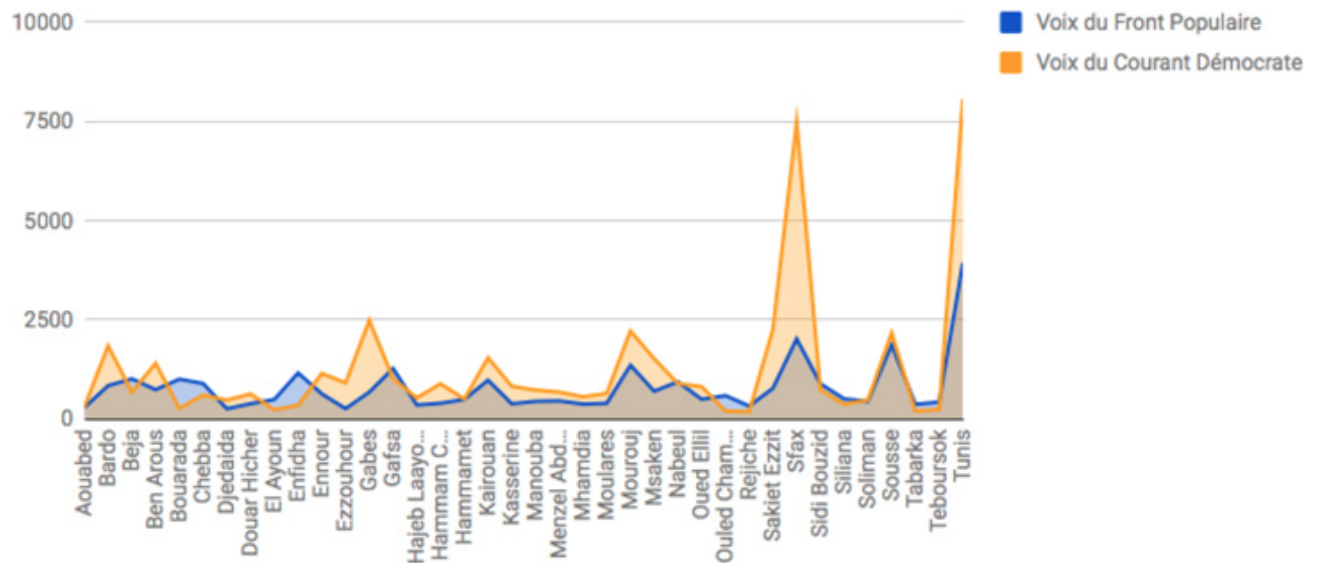
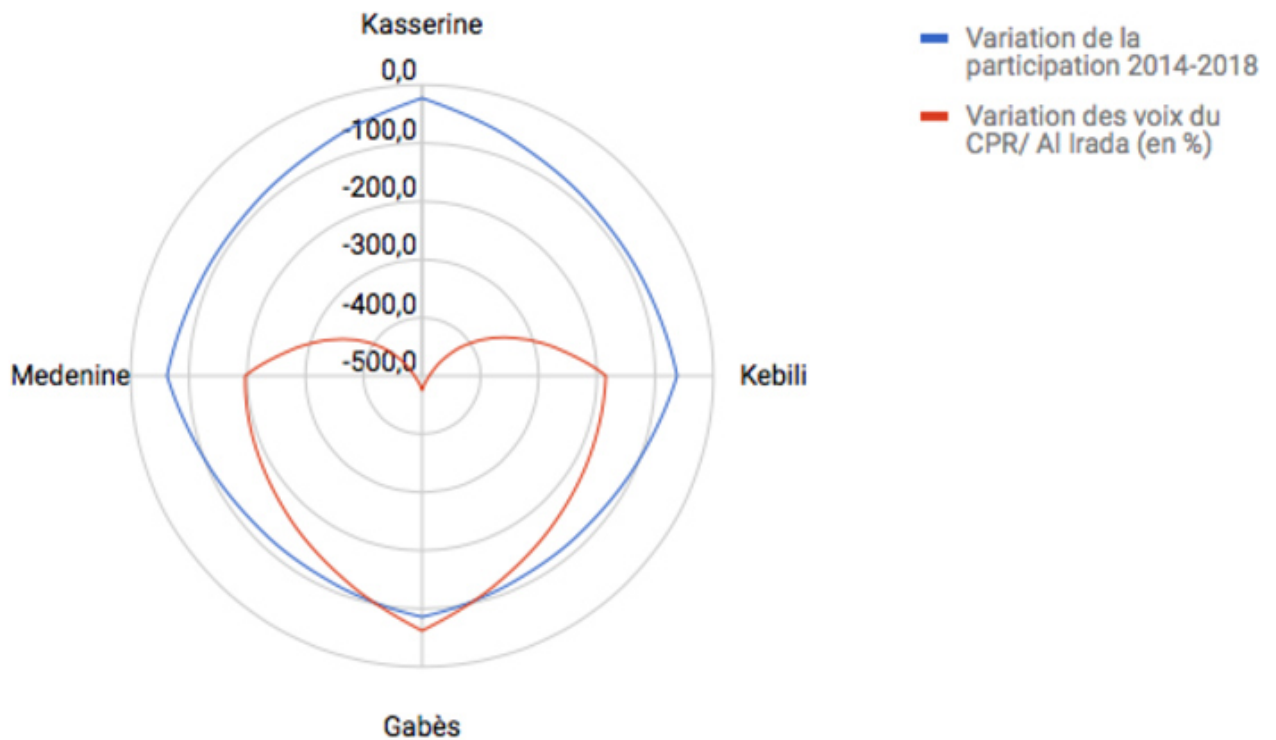


Figure 11. Comparaison des voix entre le Front populaire et le Courant démocrate lors des duels

Variation des voix du CPR/ Al Irada dans ses "bastions" entre 2014 et 2018



Le Courant démocrate et le Front populaire partagent aussi des électorsats aux caractéristiques socio-démographiques semblables. Ce sont des électorsats plutôt jeunes et éduqués: 6% des électeurs ayant atteint un niveau universitaire ont voté pour le Courant et 5% pour le Front (contre

2% pour les électeurs non-scolarisés).

La principale interrogation réside maintenant dans la stratégie que ce petit parti va chercher à mener. Grâce à un discours très offensif, renvoyant dos à dos « NiNa », le Courant a réussi à construire un sillon dans l'opinion. Sa stratégie de non compromission ni d'alliance avec d'autres formations voisines lui a certainement permis de gagner en crédibilité aux yeux des Tunisiens. Cependant, il convient de s'interroger sur la durabilité d'un tel positionnement dans l'optique de construire des majorités locales ou de préparer les prochaines échéances électorales de 2019.

Quant à la coalition du Front populaire composée de douze partis, sa stabilité interne peut être questionnée. Entre les différentes formations d'obédience marxiste-léniniste d'un côté et les mouvements issus du socialisme nationaliste arabe baath et nassérien de l'autre, les débats sur l'orientation stratégique ne manqueront pas de continuer à agiter ses membres.

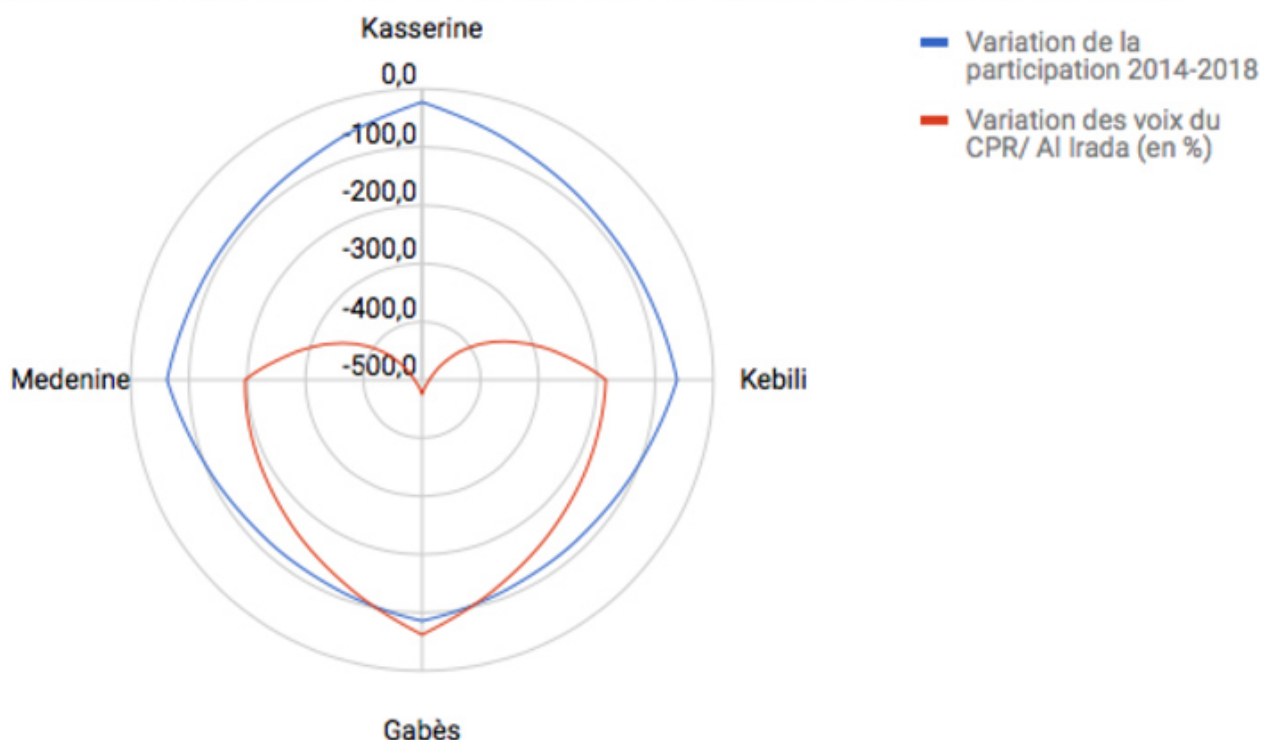
La disparition du parti de l'ex-président Marzouki, l'émergence localisée des nostalgiques de Ben Ali

Avec 1,3% des voix (23 988 voix), le parti Al Irada (ex-CPR, Congrès pour la République) de l'ancien président Moncef Marzouki figure parmi les plus grands perdants de ces élections. Créé au lendemain de l'élection présidentielle, dans l'objectif de capitaliser les voix obtenues par Moncef Marzouki et de dépasser l'image ternie de son ancien parti, Al-Irada ne récolte qu'un tiers des voix du CPR en 2014. L'échec est donc cuisant.

L'effet de notoriété locale de ses quatre députés (*figure 12*) n'a pas joué dans trois cas sur quatre puisque la variation de ses voix (en rouge) est bien plus inférieure que celle de la participation (en bleu) entre les deux échéances électorales. Al Irada réalise le plus petit score des formations parlementaires avec seulement 84 élus et aucune commune où il se place en tête.

Figure 11. L'effondrement d'Al Irada dans les 4 circonscriptions où le parti a des sièges de députés

Variation des voix du CPR/ Al Irada dans ses "bastions" entre 2014 et 2018



Enfin, le Parti destourien libre (PDL) réussit quant à lui une percée localisée. La formation des plus nostalgiques de l'ancien régime emmenée par sa leader Abir Moussi, ex-secrétaire générale adjointe du RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique) de Ben Ali, réalise 1,4% des voix. Même si son faible score ne lui permet pas de prétendre à un rayonnement national à ce stade, elle opère des poussées très localisées. Avec 24 928 voix, principalement dans sept gouvernorats, elle se place en tête dans la commune de Siliana et constitue la troisième force à Bèjà, la quatrième à Nabeul et la cinquième à Monastir.

Conclusions

Un désaffection pour le système politique en place et quelques motifs d'espoirs

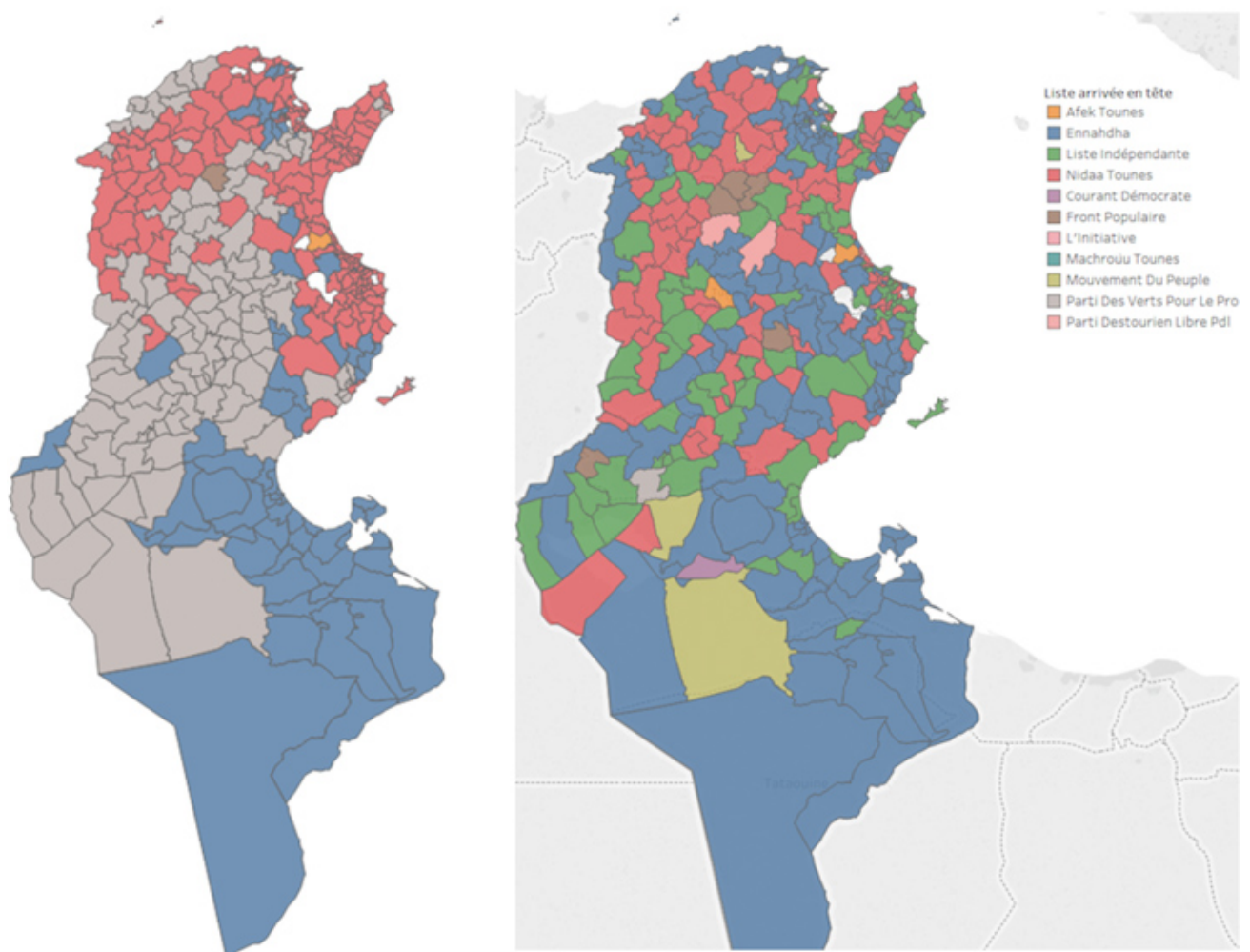
C'est le principal enseignement du scrutin. Cette désaffection s'est traduite par une forte abstention, un net recul en valeur absolue des deux principales forces politiques et une percée des listes indépendantes.

Cependant, ce scrutin aura permis un fort renouvellement de la classe politique: 47% des élus municipaux sont des femmes et 37% ont moins de 35 ans. Pour certains, la victoire des listes

indépendantes est le signe d'un nouveau souffle démocratique, d'une recomposition par le bas dans une jeune démocratie en perte de souffle.

Une nouvelle géographie électorale

Figure 12. Cartes comparées des résultats par communes en 2014 (à gauche) et 2018 (à droite)



Source: targat-consult.com

La ligne de clivage historique « Nord-Sud » existe toujours en 2018. Les communes en bleu sont dominées par Ennahdha tandis que celles en rouge le sont par Nidaa Tounes, malgré un affaiblissement relatif au Nord et au Sahel du parti présidentiel, au Sud du parti islamiste.

De Bizerte à Sousse, le littoral n'est plus aussi « rouge » en 2018 qu'il pouvait l'être en 2014. Sans basculer complètement dans le « bleu », il se mouchette de « vert », représentant les conquêtes des listes indépendantes.

Enfin, les régions initiatrices de la Révolution de 2011 du Centre et de l'Ouest qui étaient « grises » en 2014 – c'est-à-dire qu'elles n'avaient pas placées le tandem « NiNa » en tête ou que ces deux forces étaient arrivées à égalité – ressemblent à une mosaïque de trois couleurs auquel il faut ajouter des communes conquises par d'autres formations politiques.

Une alerte pour « NiNa » dix-huit mois avant le renouvellement législatif et présidentiel

Au lendemain de ces élections, le tandem gouvernemental obtient la majorité des sièges municipaux (52%) mais pas la majorité des voix, et a été sanctionné par les Tunisiens mais aussi par leurs bases respectives. L'équilibre politique installé au lendemain des élections de 2014 semble compromis. Il est possible de percevoir les signes annonciateurs d'une recomposition politique en 2019. L'offre politique existante n'étant plus jugée comme satisfaisante, un détournement vers de nouvelles formations est possible (*figure 13 et figure 14*).

Figure 13. La répartition des forces politiques à l'ARC en mai 2018

Composition de l'Assemblée des représentants du peuple en mai 2018

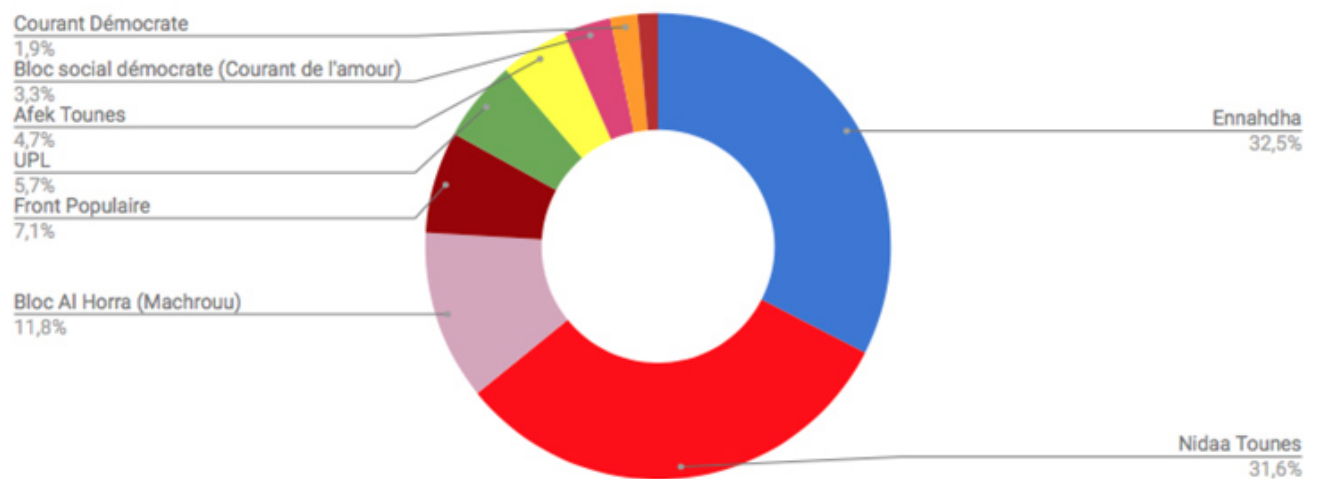
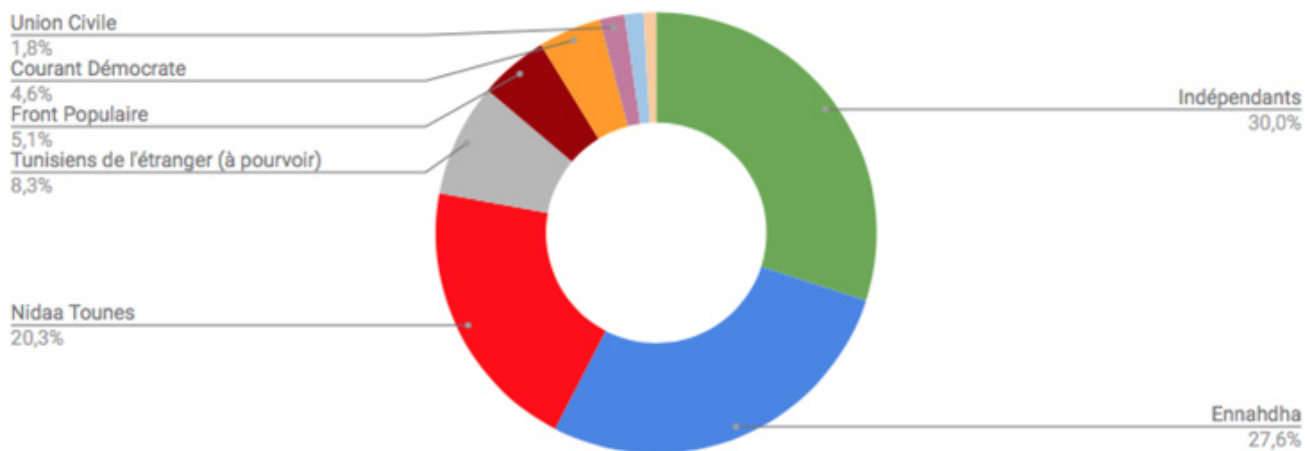


Figure 14. Projection de la répartition des forces à l'ARC à partir des résultats des municipales

Projection de l'Assemblée des représentants du peuple à partir des résultats des municipales de 2018



Cependant, aujourd'hui, aucune offre crédible n'existe pour concurrencer Ennahdha sur le terrain de l'islamisme politique, ce qui permet au parti de Rached Ghannouchi de jouir d'une « assurance-vie » au moins jusqu'aux prochaines élections.

Pour le parti de Béji Caïd Essebsi, Nidaa Tounes, l'équation est plus délicate. La tendance libérale-progressiste a quitté le parti et une partie de la tendance « anti-islamiste » n'a pas accepté l'alliance gouvernementale et le reproche ouvertement. Quant à la tendance des plus fervents soutiens de l'ancien régime, elle peut désormais trouver des alternatives dans des offres plus farouchement contre-révolutionnaires et s'émanciper de la tutelle présidentielle. Le succès de Nidaa Tounes en 2014 sur le slogan du « vote utile » sera difficilement reconductible en 2019, à moins qu'aucune alternative dans le paysage politique n'arrive à structurer cet espace.

L'alternative crédible: un rôle inoccupé sur la scène politique tunisienne

L'avenir de « NiNa » dépendra fortement du comportement des autres forces de l'opposition. La fragmentation de celle-ci peut constituer sa meilleure chance de victoire. La déroute de la gauche, dont la force radicale et contestataire du Front Populaire s'est vu perdre la troisième place au profit du Courant démocrate, est symptomatique d'une incapacité à organiser un troisième bloc. Ce dernier parti, emmené par sa figure charismatique Samia Abbou, ne compte cependant pas sur une implantation homogène pour prétendre jouer les premiers rôles en 2019.

Quant à une partie de la gauche sociale-démocrate, en faisant le choix de se fondre dans la coalition hétéroclite de l'Union civile avec des partis libéraux et des héritiers du RCD, elle a probablement perdu une grande partie de sa crédibilité politique. Les membres de cette coalition, et en premier lieu les deux forces parlementaires Afek et Machrou Tounes, n'ont pas réussi à se tailler la part du lion de l'électorat déçu de Nidaa Tounes de 2014. Ce vivier convoité constituera

certainement l'une des clés du scrutin de 2019.